



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 18 mars 2026

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Etablère
49280 La Séguinière

Références : 2026-156_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX-La Fouillère
Code AIOT : 0006307814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté La Fouillère ST ANDRE DE LA MARCHE 49450 Sèvremoine. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi pluriannuel des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- La Fouillère ST ANDRE DE LA MARCHE 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006307814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière d'argiles et d'un stockage d'argiles dont l'autorisation d'exploiter accordée en 2017 porte sur 30 ans. L'emprise du site est de près de 30 ha pour une production maximale autorisée de 200 000 t/an. L'extraction est effectuée, par campagnes en général bisannuelles, en fonction des besoins de reconstitution du stockage d'argiles. Elle est réalisée par des engins mécaniques après le dénoyage de l'excavation par un pompage d'exhaure. Le stockage d'argiles alimente la briqueterie tout au long de l'année.

En 2025, l'exploitant a sollicité la possibilité d'utiliser des flocculants afin d'accélérer, lorsque cela est nécessaire, la décantation des eaux pompées avant leur rejet au milieu naturel.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.1.1 et chapitre 4.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Accès de la carrière et transport	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Point de rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 3.2.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, articles 3.2.6.1 et 3.2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 3.5.4	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.2.3.2	Sans objet
4	Clôture	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.1.6	Sans objet
5	Archéologie préventive	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.1	Sans objet
6	Épaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.2.2	Sans objet
7	Banquette et Front	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.2.3	Sans objet
8	Plans	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.5	Sans objet
9	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.5.2.2	Sans objet
12	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 3.3.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection effectuée ne fait pas apparaître d'écarts majeurs dans les conditions d'exploitation et de suivi de la carrière. Quelques écarts ont toutefois été identifiés et nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives ou la fourniture de justificatifs qui sont donc demandés à l'exploitant.

On notera que l'exploitant n'a pas créé le comité local de suivi prévu avec les élus et riverains et que par exemple la surveillance des eaux et l'aménagement du passage de la piste d'accès au-dessus du fossé appellent des questions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.2.3.2
Thème(s) : Autre, Production autorisée
Prescription contrôlée : La production maximale annuelle de la carrière ne peut dépasser 200 000 t (matériaux extraits). La production moyenne annuelle est de l'ordre de 125 000 t. Le tonnage total de produits à extraire est de l'ordre de 3,5 millions de tonnes. Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées.

Constats :
L'exploitant a indiqué que 41 000 m ³ (environ 78 000 t) d'argiles ont été extraits en 2025. La campagne d'extraction précédente s'est déroulée en 2023 et portait sur 141 088 t selon la déclaration faite par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.1.1 et chapitre 4.1
Thème(s) : Autre, Information du public
Prescription contrôlée : 2.1.1 : L'exploitant est tenu avant le début de l'exploitation de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> • son identité, • la référence de l'autorisation, • l'objet des travaux, • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. 4.1 : L'exploitant crée un comité local de suivi et organise au moins une fois par an, une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants des municipalités, des riverains et des agriculteurs de Sèvremoine (Saint-André-de-la-Marche) et de La Séguinière, pour notamment leur communiquer des informations relatives à l'exploitation de la carrière et aux résultats du suivi environnemental du site. L'inspection des installations classées est informée de la tenue de cette réunion et peut y participer. L'exploitant établit un compte rendu de chaque réunion, qui est transmis aux membres du comité ainsi qu'à l'inspection des installations classées. Suivant les circonstances ou à la demande des maires de Sèvremoine (Saint-André-de-la-Marche) et de La Séguinière, des réunions supplémentaires peuvent être organisées. La première réunion du comité local de suivi est organisée pendant l'année suivant la notification du présent arrêté. A compter de la 3 ^{ème} année suivant la notification du présent arrêté, sous réserve d'accord à l'unanimité des participants au comité de suivi, la fréquence annuelle des réunions pourra être modifiée et portée au plus jusqu'à tous les 3 ans.
Constats : Un panneau est présent au niveau de la voie d'accès et comporte les indications prescrites (identité de l'exploitant, référence de l'autorisation, objet des travaux et adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté). L'exploitant a indiqué être en contact avec la municipalité de Sèvremoine. Toutefois, l'exploitant n'a pas créé de comité local de suivi et n'a pas organisé de réunion avec des représentants des municipalités, des riverains et des agriculteurs de Sèvremoine et de La Séguinière. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il doit se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit créer un comité local de suivi et organiser au moins une fois par an une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants des municipalités, des riverains et des agriculteurs de Sèvremoine (Saint-André-de-la-Marche) et de La Séguinière, pour notamment leur communiquer des informations relatives à l'exploitation de la carrière et aux résultats du suivi environnemental du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Accès de la carrière et transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès de la carrière et transport
Prescription contrôlée : L'accès au site se fait à partir la RD n° 63 sur laquelle un tourne à gauche est aménagé par l'exploitant. Les aménagements routiers et la signalisation concernant l'accès à la carrière (l'entrée et la sortie de camions) sont réalisés dans les conditions définies en lien avec les autorités compétentes et de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. [...] Un gabarit limitant la hauteur des véhicules à 3 m est installé à l'entrée du site, de façon à respecter la zone de sécurité de 5 m au passage sous les conducteurs métalliques de la ligne électrique qui surplombe la piste. L'écoulement des eaux pluviales fait l'objet, s'il y a lieu, d'aménagement afin de limiter le ruissellement venant du site sur la voie publique d'accès. Le franchissement du cours d'eau est réalisé par un pont cadre d'une section correspondant à minima à la section hydraulique du lit mineur soit au moins 1 m de largeur à sa base. La longueur de l'ouvrage est réduite au minimum pour limiter les atteintes au ruisseau. [...]
Constats : L'accès au site se fait à partir de la RD n° 63 sur laquelle un tourne-à-gauche est aménagé. Des gabarits limitant la hauteur des véhicules à 3 m sont installés de façon à respecter la zone de sécurité de 5 m au passage sous les conducteurs métalliques de la ligne électrique qui surplombe la piste d'accès (l'un pour l'entrée et l'autre pour la sortie). Comme constaté en 2019, le franchissement du ruisseau est réalisé avec des buses de diamètre 400 mm et non avec un pont cadre tel que prévu. L'exploitant a précisé dans son courrier du 12 novembre 2019, suite à l'inspection précédente, qu'après avoir visité le site avec la Police de l'eau et le CPIE Loire Anjou, l'exploitant pensait que le dispositif mis en place ne devrait pas avoir d'impact sur le milieu. Afin de s'en assurer, l'exploitant avait alors proposé de mettre en place un suivi spécifique assuré par le CPIE. L'exploitant a communiqué des informations rédigées par le CPIE Loire Anjou concernant le cours d'eau à Laîche paniculée <i>Carex paniculata</i> du site de la Fouillère. Ces indications précisent que ce secteur a été mis en avant lors des inventaires initiaux puisque cet habitat est particulièrement intéressant pour tout un cortège d'espèces de zone humide. Lors du passage de la police de l'eau, cette zone avait aussi été mise en avant et questionnée par rapport à son usage. Le secteur où des touradons ont été observés lors des passages du CPIE occupe toujours les mêmes surfaces. Le CPIE n'a pas détecté d'évolution (favorable ou défavorable) des cortèges d'espèces associées. L'intervention de 2026 du CPIE sera pour partie dédié à la mise en place d'un suivi plus précis de ce secteur et des touradons de Carex.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet des éléments justifiant l'absence de mise en place du pont cadre prescrit. À défaut de ces éléments, l'exploitant doit se mettre en conformité et mettre le pont cadre prescrit en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : Une clôture ou tout autre moyen d'efficacité équivalente est mise en place sur l'ensemble du

périmètre des zones en exploitation et contenant des aménagements liés à l'exploitation. La voie d'accès est équipée d'un portail tenu fermé dont l'ouverture est uniquement réservée aux personnes autorisées.

Constats :

Un portail est présent à l'entrée du site et la présence de clôture a été observée sur certaines portions du site vu lors de l'inspection (l'ensemble de la périphérie n'a pas été parcouru).

L'exploitant a précisé sous-traiter à un prestataire, notamment la vérification des accès, clôtures et signalétiques périphériques de ses sites. Il a présenté un document de suivi montrant qu'un accès au sud-ouest avait été refait. Ceci a été constaté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Archéologie préventive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.1

Thème(s) : Autre, Archéologie préventive

Prescription contrôlée :

Les travaux d'extraction ne sont réalisés qu'après l'exécution des prescriptions archéologiques notifiées par l'arrêté n° 345 du 23 septembre 2014 (opération 2014-162) dans les secteurs concernés par cet arrêté.

Les éléments destinés à satisfaire à la circulaire du 17 février 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 1^{er} août 2003 pour les installations classées sont les suivants pour chacune des phases d'exploitation :

Date prévisionnelle des travaux	Référence cadastrale des parcelles concernées Section A de Sèvremoine (Saint-André-de-la-Marche)	Surface des travaux
n à n+5	607p, 608p, 610p, 630p, 634p, 1238p, 2176p, 2177p, 2997p, 2999p	95 500 m ²
n+6 à n+10	608p, 610p, 637p, 639p, 640, 641p, 642p, 1238p, 2176p, 2177p	28 000 m ²
n+11 à n+15	637p, 639p, 641p, 642p, 643p	45 000 m ²
n+16 à n+20	637p, 638, 639p, 643p, 2177p, 2639p, 2640p	43 000 m ²
n+21 à n+25	630p, 634p, 635, 637p, 2177p	27 000 m ²
N+26 à n+30	630p, 634p, 2997p	9 000 m ²

Les articles L114-3 à L114-5 et L531-14 du code du Patrimoine s'appliquent lorsque, en cas de découvertes fortuites, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des vestiges ou objets archéologiques sont mis au jour. L'inventeur et le propriétaire sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, lequel doit prévenir la direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire (service régional de l'archéologie).

L'exploitant veille à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

Constats :

Lors de l'inspection précédente de mars 2019, l'exploitant a précisé qu'à la suite au diagnostic archéologique, des fouilles devaient être réalisées sur une partie des terrains d'une surface de 3,47 ha. Compte tenu du coût important des fouilles, l'exploitant avait alors indiqué renoncer à l'extraction de la surface concernée.

Le 05 mars 2026, l'exploitant a précisé que les fouilles avaient été réalisées par l'INRAP en 2021 et a communiqué des documents le justifiant. Ces fouilles ont notamment mis en évidence des vestiges d'une ferme gauloise. L'exploitant a communiqué un procès-verbal de l'INRAP libérant les terrains le 17/11/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Épaisseur et profondeur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur et profondeur d'extraction
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction varie de 1 à 15 mètres et la cote minimale d'exploitation est de + 85 m NGF.
Constats : D'après le plan communiqué par l'exploitant (mis à jour le 29/09/2025), le point le plus bas de l'excavation est à environ + 97 m NGF. L'épaisseur d'extraction est respectée (la topographie max du site de l'ordre de 109 m NGF).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Banquette et Front

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Banquette et Front
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée par fronts successifs de 4 m à 5 m. L'exploitant prend en compte et met en œuvre les préconisations faites dans l'étude des dangers incluse dans sa demande d'autorisation d'exploiter pour assurer la stabilité des talus. La pente maximale des fronts à créer est adaptée pour en assurer la stabilité. Des banquettes intermédiaires de 5 m minimum sont présentes entre les fronts. La pente globale de l'excavation (prise entre le haut du front supérieur et le pied front inférieur) est de l'ordre de 45° sur l'horizontale.
Constats : Les fronts d'extraction observés ont une hauteur de l'ordre de 4 m à 5 m. L'excavation est conduite sur différents paliers de plus de 5 m de large. Les talus périphériques résiduels sont talutés à une pente faible, inférieure à 45°.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.4.5
Thème(s) : Autre, Plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle minimale de 1/1250° de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;• les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;• les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;• la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire : <ul style="list-style-type: none">• les zones en cours d'exploitation ;• les secteurs en eau ;• les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué ;

- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter ;
- la localisation du bassin de décantation, aire de ravitaillement et des stockages de matériaux ;
- la localisation des pistes, clôtures et accès.

Constats :

L'exploitant a communiqué un plan mis à jour le 29/09/2025.

Ce plan indique :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des bornes (y compris le repère de nivellement) ;
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau et cotes d'altitude des points significatifs, dont les stocks en m NGF ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité (clôtures et/ou équivalent) ;
- la zone en cours d'exploitation ;
- les secteurs en eau ;
- les zones exploitées ;
- les futures zones à exploiter ;
- la localisation des bassins de décantation, de l'aire de ravitaillement et des stockages de matériaux ;
- la localisation des pistes, clôtures et accès.

Sur ce site, pour l'instant, il n'y a pas de zone exploitée en cours de réaménagement ou remise en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 2.5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement

Prescription contrôlée :

[...] Le remblaiement partiel de l'excavation débute à partir de la 11^{ème} année. [...]

Constats :

Le remblaiement de l'excavation avec des apports d'inertes extérieurs à la carrière n'a pas débuté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Point de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 3.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux superficielles de l'ensemble de l'exploitation sont dirigées vers le fond de l'excavation au Nord du site. Elles sont ensuite dirigées par pompage vers un bassin de décantation de 6 500 m³ construit entre l'excavation et la zone humide au Nord-Est. Les eaux décantées s'écoulent ensuite gravitairement par une surverse, puis via un fossé de débordement de section dissymétrique, vers la zone humide au Nord. Un système de régulation par 2 « seuils de planches amovibles » équipés de grilles obturables est créé pour alimenter le ruisseau en période sèche si besoin.

Constats :

Les eaux de ruissellement superficiel sur l'ensemble de la zone d'extraction (secteur nord-ouest du site) ainsi que celles ruisselant sur une partie des stocks d'argiles et de terre végétale sont dirigées vers l'excavation.

Une partie des eaux de ruissellement superficiel sur les stocks d'argiles et de terre végétale présents au sud, sud-est du site, est dirigée vers un bassin présent au sud-est du site.

En l'absence d'activité d'extraction lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que les eaux collectées dans l'excavation sont ensuite dirigées par pompage vers un premier bassin de décantation, puis par surverse vers un second avant de rejoindre ensuite le bassin final de décantation de 6500 m³.

Si besoin, un dispositif de traitement par floculation/coagulation peut être mis en place au niveau des eaux pompées pour en accélérer la décantation dans le second bassin de décantation.

Les eaux collectées dans le bassin au sud-est sont dirigées gravitairement par surverse vers le bassin final de décantation.

Les eaux collectées dans le bassin final de décantation (de 6500 m³) présent entre l'excavation et la zone humide au nord-est, alimentent via un dispositif dédié de diffusion (briques pilées) et fossé de débordement, la zone humide au nord.

Un rejet d'eau vers le fossé a été observé dans l'angle nord-est du site.

Il a été constaté qu'il n'y a pas de système de régulation par 2 « seuils de planches amovibles » équipés de grilles obturables pour alimenter le ruisseau en période sèche si besoin.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que le projet d'arrêté complémentaire communiqué à la préfecture suite à l'instruction de sa demande du 22 novembre 2023, concernant la modification du circuit des eaux, ne prévoit pas d'évolution concernant cette disposition.

Le projet d'arrêté complémentaire susmentionné prévoit que le suivi du rejet d'eau de la carrière soit fait au niveau du rejet vers le fossé dans l'angle nord-est du site (point P7 dans le projet). Compte tenu de la configuration des lieux observée lors de l'inspection, il apparaît opportun que l'exploitant confirme que les eaux de ce rejet sont exclusivement celles provenant de la carrière et non une dilution de ces eaux avec d'autres (provenant potentiellement de terrains périphériques situés au nord, nord-est du rejet).

Il n'y avait pas de pompage d'exhaure lors de l'inspection et l'installation de traitement des eaux par floculation/coagulation n'était donc pas présente.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

a) A défaut de communiquer au préfet une demande de modification des conditions d'exploitation, liées au système de régulation pour alimenter le ruisseau en période sèche, avec les éléments d'appréciation ad hoc permettant de la prendre en compte, l'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions prescrites.

b) L'exploitant doit justifier que les eaux rejetées vers le fossé dans l'angle nord-est du site (point P7 dans le projet d'arrêté complémentaire) sont représentatives du rejet de la carrière et ne sont pas diluées avec d'autres eaux. Si tel est le cas, un suivi complémentaire représentatif du rejet de la carrière doit être effectué (par exemple au niveau du fossé alimentant la zone humide).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, articles 3.2.6.1 et 3.2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux

Prescription contrôlée :

3.2.6.1

L'exploitant réalise une **analyse annuelle** portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.4.1 au niveau des eaux rejetées par le bassin de décantation (P7).

L'exploitant assure un suivi du volume des eaux d'exhaures.

3.2.6.2

Lorsque la surveillance concerne des ouvrages privés, elle est réalisée sous réserve de l'accord des propriétaires des ouvrages.

L'exploitant réalise une **analyse initiale** au niveau des puits de « La Fouillère » (P1), « L'Abricotière » (P2), « Passe-Gain » (P3), « La Penneraiserie » (P4), « Le Bordage » (P5) dans les **3 mois** suivant la

notification du présent arrêté. Cette analyse porte sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1. Un état initial des niveaux des eaux de ces puits est également réalisé.

Avant le début des opérations de remblaiement (à partir de la 3^{ème} phase), l'exploitant **renouvelle cette analyse** sur les mêmes paramètres au niveau des 5 puits ainsi qu'au niveau des eaux présentes dans le fond d'excavation (P6).

L'exploitant réalise ensuite une **analyse tous les 2 ans** portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.1 au niveau des eaux du puits de « La Fouillère » (P1) et des eaux présentes dans le fond d'excavation (P6).

L'exploitant effectue également, tous les ans, en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les puits P1 à P5.

Constats :

L'exploitant réalise une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.4.1. Les résultats sont conformes sur l'ensemble des paramètres de suivi prescrits. Le rapport précise que « les prélèvements des eaux d'exhaure ont lieu en sortie du bassin de décantation avant rejet dans le milieu récepteur » et il comporte une carte. Ces éléments ne permettent toutefois pas d'apprécier explicitement si le point prélèvement correspond bien au point P7 prévu par l'autorisation d'exploiter.

L'exploitant n'a pas communiqué de volume d'eau d'exhaure pour l'année 2025.

Suite à l'inspection précédente faite en 2019, l'exploitant avait confirmé avoir réalisé l'analyse initiale prescrite au niveau des puits.

En l'absence de remblayage prévu à court terme, l'exploitant n'a pas encore renouvelé l'analyse au niveau de ces puits et des eaux présentes dans le fond d'excavation et n'a donc pas engagé les suivis périodiques post-démarrage du remblayage.

L'exploitant a communiqué le suivi des niveaux d'eau dans les puits P1 à P5 effectué en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Les niveaux suivis montrent les variations saisonnières et ne mettent pas en évidence d'influence de la carrière sur la piézométrie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que le rapport d'analyse des rejets précise explicitement la localisation du point de prélèvement des eaux et que ce point correspond aux dispositions prescrites (sans préjudice de la demande faite au point de contrôle n°10).

L'exploitant doit préciser s'il y a eu un rejet d'eaux d'exhaure en 2025 et en indiquer le volume. L'exploitant doit suivre le volume d'eau rejeté et disposer par ailleurs des informations prescrites par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 3.3.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant réalise le suivi des retombées de poussières dans l'environnement de la carrière. Le bilan annuel figure dans la déclaration annuelle faite par l'exploitant dans GEREP. Le suivi comporte 9 stations de mesures. Les valeurs des résultats sont faibles et inférieures à la valeur limite de 500 mg/m²/j en moyenne glissante annuelle au niveau des stations de type b (implantées à

proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants). En 2025, le maximum en moyenne glissante annuelle est de 109 mg/m²/j pour une station de type b. Toutes stations confondues, en 2025, la valeur maximale est de 164 mg/m²/j en limite nord du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser dès le début de l'exploitation puis tous les ans et à ses frais des mesures des émergences et des vérifications des niveaux d'émissions sonores en périodes diurne et nocturne (lors de la première période d'activité nocturne notamment) par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant des phases représentatives d'activité.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux sonores en limite de propriété sont contrôlés au moins aux emplacements listés à l'article 3.5.3 du présent arrêté.

Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations repérées par les points R1 (« Le Bordage »), R2 (« L'Abricotière »), R3 (« Passe-Gain »), R4 (« La Fouillère ») et R5 (« La Penneraierie ») du plan annexé au présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires et informe l'inspection des installations classées.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle (retour à une fréquence annuelle le cas échéant).

Un plan localisant les points de suivi des niveaux et des émergences est annexé au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a communiqué les dernières mesures (faites par la méthode d'expertise) des niveaux d'émissions sonores et des émergences. Ces mesures ont été faites en période diurne en juillet 2023 aux emplacements prescrits. L'ensemble des résultats est conforme aux valeurs prescrites par l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

L'inspection des installations classées note que l'exploitant n'a pas transmis de résultats de mesures sur la période nocturne.

L'exploitant a précisé qu'une campagne de mesures des émissions sonores est prévue en 2026 pour le site de la Fouillère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer une campagne de mesures des émissions sonores diurnes et nocturnes dès lors que des activités sont effectuées en période nocturne (entre 22h00 et 7h00, ou dimanches et jours fériés) dans les installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois